

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 09/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EVOS

60 rue Jean Giraudoux
67000 Strasbourg

Références : 0724/MS/AG
Code AIOT : 0006700724

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement EVOS, implanté 60 rue Jean Giraudoux 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVOS
- 60 rue Jean Giraudoux 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700724
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EVOS exploite la chaufferie de HautePierre, raccordée au réseau de chaleur. C'est un établissement "IED".
L'installation a été modernisée et une demande d'extension est en cours d'instruction.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
2	QAL1, QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	ammoniac	Arrêté Préfectoral du 22/05/2019, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	suivi de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 ^{er}	Sans objet
4	Divers	Autre du 09/07/2024, article sans	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformité

En première analyse, et examiné sous l'angle de la quantité d'ammoniac susceptible d'être présente, les groupes observés contiendraient chacun plus de 114 kg d'ammoniac et l'ensemble des 12 groupes prévus plus de 1 500 kg d'ammoniac. Ceci traduit une non-conformité à l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral réglementant le site.

L'exploitant, sur les conseils de son fournisseur ne met pas en œuvre, à ce stade, de four convertisseur du NO en NOX. La teneur en NOX n'est donc pas, à proprement parler, mesurée. En visite, des arguments techniques ont été développés, que l'inspection souhaite voir formalisés de manière à apprécier la suite à donner.

Les non-conformités ayant motivé la mise en demeure du 18 janvier 2024 sont corrigées. Celle-ci est levée.

Observations, questions

Il est attendu qu'un outil, permettant l'actionnement de l'arrêt d'urgence apposé sur l'armoire de livraison du gaz naturel, soit rapidement remis en place.

L'élimination des produits inutiles à l'exploitation doit se poursuivre, en prenant garde aux risques de mélanges de produits incompatibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : suivi de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 ^{er}
Thèmes : Risques chroniques, surveillance des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société EVOS (Énergies Vertes Ouest Strasbourg, 16 avenue de l'Europe, Immeuble SXB1, Espace Européen de l'Entreprise, 67300 SCHILTIGHEIM), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de la chaufferie de Strasbourg, 60 rue Jean Giraudoux, :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dispositions de l'article 31 de l'arrêté ministériel susvisé du 03 août 2018 qui veulent que : « Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et <u>QAL3</u>) et une vérification annuelle (<u>AST</u>) » ; • (...) • la disposition de l'article 9.5.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 22 mai 2019 qui veut que : « Les résultats des analyses prescrites au présent titre sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées (avant le 15 du mois suivant le dernier mois du trimestre) » ; • les dispositions de l'article 9.5.2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 22 mai 2019 qui veulent que : « Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux : le fait est explicitement signalé dans le commentaire, la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués, les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais. »

<p>La mise en demeure était motivée par les manquements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fréquence annuelle de vérification AST n'est pas respectée en ce qui concerne les générateurs HP3 et CHVB4, non vérifiés en 2023 ; • la procédure QAL 3 n'est pas suivie ; • les mesures semestrielles des émissions des chaudières appelées à fonctionner moins de 10 000 heures n'ont pas été réalisées ; • les rapports trimestriels ne sont pas envoyés après chaque fin de trimestre ; • les résultats dont rendent compte les rapports trimestriels transmis avant la visite, sur demande de l'inspection, ne sont pas commentés.
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose désormais de deux baies d'analyse neuves, multiplexées, l'une pour les chaudières GE3 et GE4 (anciennement « HP3 » et « CHVB4 »), l'autre pour les nouvelles chaudières GN1, GN2, GN3, GN4, toutes en places.</p> <p>QAL3 : des cartes de contrôle, demandées par sondage, ont été produites. La procédure est suivie. L'exploitant avait justifié, peu après la mise en demeure, de la commande des vérifications AST constatées manquantes.</p> <p>Les résultats transmis trimestriellement sont commentés en référence aux dispositions de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018.</p> <p>NB : Il n'y a plus de chaudières mobiles sur site. Le point de la mise en demeure les concernant n'est donc plus d'actualité.</p> <p>La mise en demeure est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 2 : QAL1, QAL2

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31</p>
<p>Thèmes : Risques chroniques, assurance qualité de la mesure en continu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 ...)</p>
<p>Constats :</p> <p>QAL1 AMS. Le certificat QAL1 du modèle d'appareil de mesure en continu (AMS) a été produit. L'appareil est donné pour mesurer le monoxyde d'azote. Il n'y a pas de four convertisseur « NOx » sur le site. Le fournisseur de la chaîne de mesure a développé un argumentaire sur la représentativité suffisante, dans le cas d'une chaudière à gaz, de la mesure de NO, le dioxyde d'azote étant très minoritaire (inférieur à 5%) dans les émissions d'un tel appareil. L'inspection souhaite que cet argumentaire technique soit formalisé.</p> <p>(NB : l'examen des résultats de surveillance transmis montre des teneurs en oxydes d'azote suffisamment éloignées de la valeur-limite pour considérer que la situation actuelle est acceptable transitoirement).</p> <p>Une procédure QAL2 était en cours au moment de la visite.</p> <p>L'inspection a vérifié, par sondage, l'intégration dans l'appareil de mesure de courbes d'étalonnage d'un précédent rapport QAL2.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délai : 15 jours
--

N° 3 : ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2019, article 1.2.1
Thèmes : Risques accidentels, ammoniac
Prescription contrôlée : Article 1.2.1 - Conformité au dossier Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. En référence au descriptif du dossier modificatif de la chaufferie, intitulé note d'information au titre de l'article R 181-46-II du code de l'environnement, mars 2023, affaire 22010490 , et suivant lequel : <ul style="list-style-type: none">• La quantité totale d'ammoniac présente dans l'installation sera de 1 368 kg.• Cette quantité est fractionnée : 114 kg par circuit indépendant de pompe à chaleur.
Constats : L'inspection s'est rendue au local, en voie d'achèvement, des pompes à chaleur. Sept groupes étaient présents. Ce sont ceux destinés à fonctionner sur les boucles des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg. La plaque apposée sur les capacités de fluides indique un volume de 266,2 L, pour l'ammoniac. Or, en considérant une densité de l'ammoniac de 0,66, ceci représente plus de 114 kg par équipement, en capacité (environ 175 kg). De plus, en multipliant le résultat par 12, soit le nombre de groupes prévus, le seuil de l'autorisation de la rubrique 4735, soit 1 500 kg, est franchi (il ne le serait pas avec seulement les 7 groupes observés). Il est attendu que l'exploitant produise, rapidement, des éléments de réponse à ce sujet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délai : 15 jours

N° 4 : Divers

Référence réglementaire : Autre du 09/07/2024, article sans
Thèmes : Risques accidentels, divers
Prescription contrôlée : constats incidents
Constats : Le dispositif d'arrêt d'urgence présent sur l'armoire d'arrivée du gaz n'est pas complet. Il manque soit un brise-vitre soit une clef d'ouverture. L'exploitant a pris note de l'action corrective à réaliser. Des dispositifs de coupure rapide de l'alimentation en gaz et en électricité ont par ailleurs été vus à l'entrée de la chaufferie.

Au stockage des produits chimiques, dans les cuvettes des produits en bidons, des récipients présents ne comportaient pas d'indication de leur contenu. D'autres paraissaient anciens. L'exploitant a indiqué avoir déjà fait enlever de tels récipients et prévoir de finaliser l'action engagée d'élimination des produits inutiles.

Type de suites proposées : Sans suites